

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 251. — 11 SEPTEMBRE 1965

C'EST LA RENTRÉE :

Chômage, stagnation, hausse des prix...

RAREMENT rentrée sociale et économique aura été aussi mauvaise que cette année. Chômage, stagnation industrielle, hausses de prix, inégalités sociales accrues... Tel est le cortège de faits qui sert de préface à la campagne d'autosatisfaction présidentielle que lancent les gaullistes et leur chef.

On savait bien, par expérience, que les « inconditionnels » se moquent que leurs proclamations optimistes soient démenties par la réalité. Mais cette fois leur impudence dépasse les bornes : aussi ne s'étonnera-t-on pas que leurs chants de victoire tombent à plat sur une opinion en majorité hostile — les sondages d'opinion viennent de le confirmer — à la politique économique et sociale du gouvernement.

« Tout va bien », clament en chœur les ministres gaullistes, et Frey le premier, qui a besoin de séduire les électeurs du 12^e arrondissement de Paris. « Tout va d'ailleurs aller encore mieux, puisque l'expansion va s'amplifier au fil des mois... Est-ce bien sûr ? Les thuriféraires gaullistes n'avaient-ils pas annoncé l'hiver dernier que l'expansion reprendrait au printemps, puis, celui-ci arrivé, que la reprise était pour l'été ? L'été venu, point de reprise ! Alors ?...

Tâchons, nous, d'être sérieux, en regardant plus près les données de la conjoncture.

Actuellement : chômage et stagnation

Le premier coup d'œil doit concerner la réalité d'aujourd'hui.

Actuellement le nombre des chômeurs complets déclarés dépasse 120.000, ce qui correspond grosso modo — compte tenu des chômeurs non déclarés et des jeunes qui n'ont pas encore trouvé l'emploi recherché — à quelque 250.000 ou 300.000 chômeurs effectifs. C'est 35 p. 100 de plus qu'il y a un an (le ministère du Travail recense d'ailleurs une diminution de 2,2 p. 100 des effectifs employés dans les industries de transformation).

Les autres travailleurs ne sont pas, pour autant, tous tirés d'affaire. Près d'un million d'entre eux ont été atteints par les réductions d'horaires intervenues du fait de la crise. Variable selon les secteurs, ce chômage partiel apparaît clairement dans les statistiques. Bien que la durée moyenne du travail ait légèrement progressé au cours du second trimestre — comme il est de coutume à cette saison — elle demeure inférieure de 1 p. 100 à celle d'il y a deux ans (à pareille époque) et de 0,8 p. 100 à celle de l'an dernier. Fait significatif : d'un trimestre sur l'autre, le retard par rapport à 1964 n'a pas diminué (45,8 heures par semaine au 1^{er} juillet en moyenne, contre 46,2 un an plus tôt).

La situation s'est certes améliorée d'avril à juillet dans certaines branches : mécanique, ameublement, cuirs. Mais elle s'est dégradée dans le bâtiment et dans le textile où l'on ne travaille encore en moyenne que l'opinion — pour oser prétendre actuellement que la situation est satisfaisante. Les statistiques officielles de production confirment d'ailleurs 42 heures à peine par semaine.

Il faut donc une singulière cécité — ou un extraordinaire mépris de ce triste bilan.

La production industrielle est stagnante depuis deux ans, dépassant de 3 p. 100 seulement celle d'il y a... 21 mois ! Les industries d'équipement travaillent moins qu'il y a un an, la métallurgie aussi, la chimie va moins bien, l'industrie du cuir aussi. Seuls le bâtiment, l'automobile, le textile et la construction électrique sont en progrès.

Cette stagnation moyenne a fait prendre en dix-huit mois à l'industrie française 10 à 12 p. 100 de retard sur ses rivaux allemande et américaine ! Les gaullistes, évidemment, s'en vantent peu.

Cela va-t-il changer ? Voyons ce que donnent les pronostics les plus sérieux.

Les industriels : la stagnation va continuer

L'Institut de la statistique interroge tous les mois les industriels français sur leurs perspectives de production durant les trois ou quatre mois qui vont suivre. L'expérience a montré que leurs réponses préfiguraient assez fidèlement la réalité future (ce qui n'est pas pour surprendre, puisque dans la plupart des industries l'état des commandes permet de savoir exactement ce que sera la production au cours du trimestre suivant).

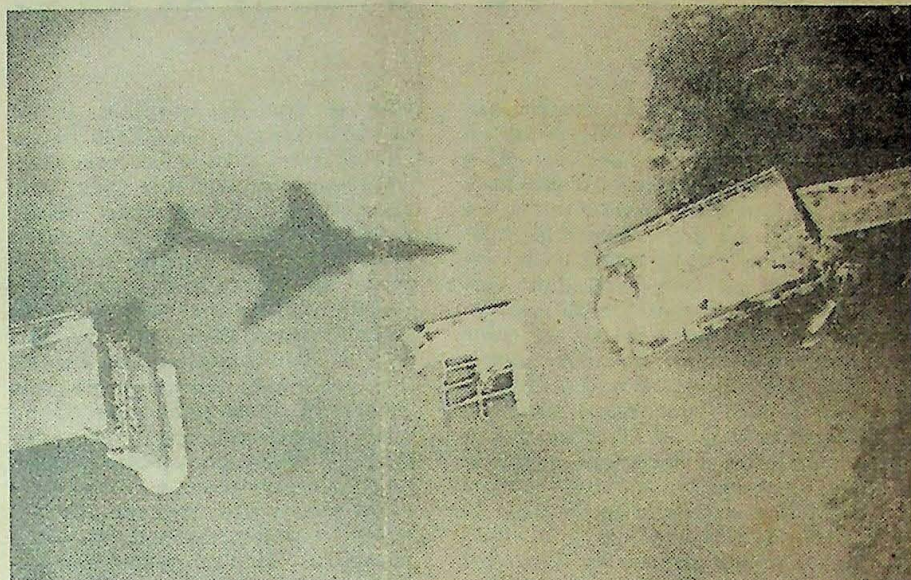
Or, interrogés en juillet, les industriels se sont montrés un peu moins optimistes sur l'avenir que précédemment : 22 p. 100 seulement prévoient une augmentation de leur production, contre 25 p. 100 en juin, 26 p. 100 en mai et 28 p. 100 en avril. La proportion des pessimistes était, il est vrai, moins forte également : 13 p. 100 contre 15 p. 100, 16 p. 100 et 17 p. 100 les trois mois précédents. Mais, au total, la différence entre les optimistes et les pessimistes était plus faible qu'avant : 9 p. 100 contre 10 à 11 p. 100 durant le trimestre précédent.

Il ne faut pas attacher trop d'importance à d'aussi faibles différences, concernant un sondage d'opinion. Ces résultats montrent du moins que la tendance n'est pas à la reprise — comme l'affirment à cor et à cri les cercles gouvernementaux — mais à une continuation de la stagnation. Au moins dans les prochains mois.

C'est d'ailleurs l'impression que donne également l'étude, branche par branche, des perspectives de rentrée. Selon les indications des milieux professionnels, une amélioration devrait se produire ces prochaines semaines dans l'automobile (grâce aux nouveaux modèles), l'équipement électrique (commandes anticipées d'E.D.F.), la chaussure et le textile (léger relèvement des allocations familiales). Mais à l'inverse, le bâtiment ira moins bien, la construction de camions et de cycles connaîtra la crise, la sidérurgie produira moins, la chimie verra sa croissance diminuer, l'industrie des réfrigérateurs et des appareils radio et T.V. subira la mévente, le secteur de la machine-outil, en crise depuis deux ans, y restera (le département mécanique de Renault vient d'ailleurs de décider du chômage).

(Suite en page 7.)

Jean Todure.



Si grandes soient les destructions...

(Phot. A.F.P.)

VIETNAM : Seule solution la paix négociée

LE plus frappant, dans la situation actuelle au Vietnam, est que l'offensive prise par l'armée américaine depuis un bon mois, à partir de ses bases côtières renforcées, n'a nullement consolidé la situation politique à Saigon.

Désormais, les forces des Etats-Unis se trouvent dans la même position que l'armée française il y a douze ou quinze ans. Leurs moyens sont infiniment plus grands. Mais les G.I. affrontent des combattants du Front National de Libération en unités constituées, sous le drapeau étoilé. Une fiction est morte : celle qui voulait que l'Amérique fournisse seulement de l'argent, du matériel, un soutien logistique, une couverture aérienne et des « conseillers » militaires à un gouvernement, à une armée nationale sud-vietnamienne qui avaient demandé de l'aide.

Entre cette lutte et la victoire...

L'Amérique s'est substituée à un Sud-Vietnam officiel de plus en plus fantomatique. Selon le mot qui a été lancé par les correspondants de guerre américains, les Américains se battent et les Sud-Vietnamiens qui acceptent encore de coopérer avec eux sont devenus à leur tour des « conseillers ».

Armée nationale... américaine avec des conseillers sud-vietnamiens — les choses sont ainsi plus claires et plus simples. C'est une immense victoire politique pour le « Vietcong ». Il a fait la démonstration qu'il n'existe rien au Sud-Vietnam, aucune force, aucune autorité d'aucune sorte, qui puisse s'opposer à lui. La nation est devenue complice de son combat non seulement en fait mais en droit. Entre la lutte actuelle — menée dans les conditions atroces que l'on sait (depuis une dizaine de jours, le napalm déversé quotidiennement sur la jungle et les marécages

par les énormes « B-52 » venues de la lointaine île de Guam) — et si grandes soient les destructions accumulées au nord du 17^e parallèle, entre cette lutte et la victoire finale, il n'y a rien d'autre que la puissance formidable, mais étrangère, des forces armées des Etats-Unis.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, que le moral du « Front » ne soit pas affaibli mais renforcé par le déploiement des unités américaines. On pouvait déjà, depuis bien longtemps, déceler quelque chose comme de la fierté dans les textes où le Front de Libération Nationale énumérait les mesures de guerre prises par Washington. Cela est vrai : pour réduire l'insurrection nationale, l'Amérique a envoyé au Sud-Vietnam ses meilleurs généraux, puis ses meilleures unités, « marines » et parachutistes.

Un nouveau Lacheroy

Jamais combattants démunis de toutes autres ressources que celles de leur courage et de leur ingéniosité, n'ont eu un tel adversaire. Voilà précisément qui aide les combattants du Front de Libération Nationale à supporter les sacrifices, et leurs dirigeants à maintenir intégralement le programme qui justifie une telle lutte.

C'est le moment où l'Amérique, sachant fort bien qu'il lui est impossible de vaincre sans convaincre, s'efforce de reprendre sur des bases nouvelles la mise en condition de la population sud-vietnamienne. L'ambassadeur Cabot Lodge — revenu à Saigon, cette fois, comme l'homme qui pourrait avoir à couvrir des décisions déchirantes et à prendre une bonne part de leur responsabilité —

Paul Parisot.

(Suite en page 7.)

Une plate-forme pour la gauche en vue des élections présidentielles

(Pages centrales.)

ÉDITORIAL

IL N'Y A PLUS UN JOUR A PERDRE

LA situation de la gauche, qui se condamne elle-même à l'impuissance par ses divisions et son apparence d'ankylose, est, aujourd'hui, navrante. Il est temps, il est grand temps de réagir. Sinon, cette gauche, riche assurément en souvenirs, dont certains sont glorieux, mais pauvre en perspectives d'avenir et plus particulièrement d'avenir immédiat, témoignera d'une faiblesse, dont les conséquences se manifesteront au-delà de l'élection présidentielle du 5 décembre et même des élections législatives, qu'elles aient lieu « dans la foulée » de la course à l'Elysée, ou à la date normalement prévue en 1967. Un sursaut est encore possible et nous ferons tout ce qui dépendra de nous pour le provoquer.

Depuis de longs mois, nous avons inlassablement travaillé à l'unité et au renouvellement de la Gauche, saisi toutes les occasions de la rassembler sur un programme précis, concret, immédiatement réalisable, démontrant qu'en cas de victoire elle était prête à assumer les responsabilités gouvernementales et à asseoir la démocratie sur des bases solides. Reprenant les propositions qui avaient été les nôtres, lors des élections législatives, cantonales, municipales, nous avons, en vue de l'élection partielle qui aura lieu dans le XII^e arrondissement de Paris le 19 septembre, invité les différents partis de gauche à envisager avec nous une candidature unique. On connaît la réponse que nous avons reçue : « Au premier tour, on se compte. Au deuxième tour, on se rassemble. » Sans méconnaître la légitimité d'un tel recensement des effectifs en période normale, nous pensons que, dans les jours exceptionnels que nous vivons et contre un ministre du général de Gaulle (ou plus précisément de l'homme qu'il a pris en remorque), l'union de toute la gauche, dès le premier tour, aurait eu un profond retentissement psychologique, servi utilement de prélude à la campagne présidentielle, arraché aux partis du Centre et de Droite et même à l'U.N.R. des électeurs indécis, en les persuadant de notre efficacité.

Les partis traditionnels ne nous ont donc pas, jusqu'ici, suivis. Nous ne nous découragerons pas et, jusqu'à la dernière minute, nous multiplierons nos efforts pour obtenir, contre le général de Gaulle ou contre son dauphin, une candidature unique de la Gauche, fondée sur l'acceptation d'un programme commun. Il ne s'agit pas en effet d'opposer un homme à un homme, mais une politique à une politique. Qu'on ne vienne pas nous rétorquer, comme on a dit et même parfois écrit, que le Président de la République, devant être un arbitre ou un symbole et non pas gouverner et régner à la fois, ne doit avoir aucun programme. C'est vraiment trop facile et cela permet de justifier des coalitions contre nature. Il importe, on en conviendra, de sa-

voir ce que le candidat pense des institutions, donc de la nécessité de remplacer celles que nous subissons aujourd'hui par une Constitution véritablement démocratique. Si le mot de programme effarouche, je veux bien qu'on parle de plate-forme. L'essentiel est de réaliser un accord de la Gauche (sans exclusive : le bon sens et l'arithmétique l'exigent), non seulement contre le pouvoir personnel, mais pour une tâche constructive et cohérente, qui exige plus qu'un simple catalogue. Le régime nous avertis qu'il allait mener sa campagne sur une trilogie : indépendance, stabilité, prospérité. Il n'est certes pas difficile de lui répondre sur des deux premiers points, et nous l'avons fait dans les propositions que nous avons adressées à toutes les organisations de la Gauche française. Mais il est particulièrement vulnérable sur le troisième. Ce sont les faits, les sondages, les statistiques et, plus encore, l'expérience quotidienne des travailleurs et des ménagères qui lui répondent et avec quelle vigoureuse énergie ! Renaissance du chômage, menaces pesant sur maints emplois, diminution du niveau de vie de nombreux ménages à la ville et à la campagne, accroissement des inégalités sociales : tel est le bilan du plan de stabilisation que la rupture, au nom d'un nationalisme archaïque, des négociations du Marché commun agricole risque d'aggraver encore. Nous disons clairement ce que nous ferions si nous étions au pouvoir. Il va sans dire que nos suggestions ne revêtent pas la forme d'un ultimatum. Nous invitons tous ceux dont nous voulons faire nos partenaires à les discuter et au besoin à les amender. Un dialogue fécond peut s'établir entre nous et mettre fin rapidement au démolissant vide politique qui désole tous les hommes avides de progrès.

Faut-il répéter qu'affirmer ainsi la nécessaire priorité du programme, ce n'est pas proclamer son indifférence pour le choix du candidat qui le soutiendra devant les électeurs et les électrices ? Je ne vais pas, comme d'autres, dresser un portrait-robot du « candidat idéal ». Je dirai seulement qu'il ne doit pas apparaître comme désigné par un seul parti et qu'il devrait être choisi en commun par tous ceux qui se seraient mis d'accord sur une plate-forme. On sait que les hommes et les femmes qui ont fondé le P.S.U., ainsi que ceux et celles qui se sont joints à eux, ne se sont jamais résignés à un divorce entre la morale et la politique. Aussi, nul ne s'étonnera que notre Comité politique national unanime ait manifesté le désir que « le soin d'incarner devant le pays les espoirs de la Gauche soit confié à un homme dont la carrière politique témoigne de la fermeté de ses convictions et de la probité constante de ses attitudes ».

Edouard Depreux.

Le Comité politique national du Parti Socialiste Unifié s'est réuni le 29 août 1965 à Paris pour arrêter les dispositions que requiert la préparation de l'élection présidentielle.

I. — Le Parti Socialiste Unifié avait, au cours de multiples contacts dont il a pris l'initiative, mis en avant trois idées essentielles :

1°) il faut s'entendre sur une candidature susceptible de recueillir l'adhésion de l'ensemble de la gauche ;

2°) cette candidature doit être dégagée au sein des organisations socialistes ;

3°) elle doit être liée à la définition des grandes options à opposer au gaullisme.

Ces idées ont recueilli un incontestable écho.

Certes, la délégation de la S.F.I.O. que le P.S.U. a reçue le 29 juillet a répété qu'il ne pouvait, à ses yeux, être question d'une négociation générale à laquelle participerait le Parti communiste. Mais plusieurs des membres de cette délégation ont ajouté qu'ils n'étaient pas pour autant hostiles à l'idée d'un soutien communiste. Tous les autres interlocuteurs du P.S.U. ont accepté cette hypothèse.

Il apparaît par ailleurs que le choix d'un candidat parmi les organisations socialistes ne se heurte à aucune opposition de principe. Le Parti communiste serait très probablement prêt à lui apporter son appui s'il apparaissait que le programme mis en avant puisse faire l'objet d'un large accord.

II. — Il est maintenant nécessaire de passer au stade des réalisations. La plupart des organisations politiques tiendront, entre le 15 et le 25

septembre, des assises nationales qui prendront des décisions définitives. D'ici là, il est donc indispensable d'arrêter les éléments essentiels d'une plate-forme et de se mettre d'accord sur un homme.

C'est pourquoi le Comité politique national du P.S.U. a donné mandat à son bureau de soumettre à l'ensemble des organisations de gauche un projet de programme et de faire une proposition quant au choix du candidat.

Il va de soi que le P.S.U. demeure ouvert à toutes les suggestions qui pourront être faites.

Cependant, il est décidé à ne pas transiger sur l'orientation générale du programme. Celui-ci ne doit pas se contenter de proposer quelques modifications au système actuel, et il ne doit pas davantage paraître ouvrir la voie à un retour à la IV^e République. Bien au contraire, face au pouvoir personnel et à sa politique économique et sociale, ce programme doit clairement faire ressortir la nécessité des grandes réformes de structure qui permettraient de donner satisfaction aux nouvelles aspirations des masses populaires et de la jeunesse.

Quant au candidat, le P.S.U. est convaincu que le soin d'incarner devant le pays les espoirs de la gauche doit être confié à un homme dont la carrière politique témoigne de la fermeté de ses convictions et de la probité constante de ses attitudes.

C'est en fonction des réponses qui seront faites à ses propositions que le bureau national aura, en vertu des pouvoirs qui lui ont été confiés par le Comité politique, à fixer la date du Conseil national dont la convocation a été décidée par le Congrès de Gennevilliers.

LE V^e PLAN DEVANT LE CONSEIL

ÉCONOMIQUE

Adopté par le gouvernement avant même que les Commissions du Plan aient terminé leurs travaux, le projet de V^e Plan est soumis au Conseil économique. Il sera ensuite discuté par le Parlement.

Ce doit être l'occasion pour les partis de gauche comme pour les organisations syndicales, non seulement de critiquer le choix économique du gaullisme et de souligner ses contradictions, mais aussi de faire connaître la politique qu'ils entendent y substituer, aussi bien en ce qui concerne les objectifs que les moyens à mettre en œuvre.

Pour sa part, le P.S.U., dès le dépôt du projet gouvernemental, a fait connaître son point de vue par le communiqué ci-dessous. Au fil du débat, il rappellera les principales propositions de son contre-plan.

Communiqué du Bureau national

Le Bureau national du Parti socialiste unifié a examiné le projet gouvernemental de V^e Plan et communiqué :

Le projet de V^e Plan que le gouvernement entend soumettre à l'avis du Conseil Economique et Social et à la délibération du Parlement appelle les remarques suivantes :

1) Les travaux des commissions n'étant pas tous terminés, la pseudo-démocratie du Plan n'est même pas respectée.

2) Les « options » votées par le Parlement ont été révisées dans un sens encore plus défavorable aux travailleurs :

— les dépenses militaires sont plus fortes ;

— l'augmentation prévue du revenu agricole est réduite ;

— l'accent est plus nettement mis sur la volonté de réduire la croissance des salaires ;

— l'Education nationale fait les frais des derniers arbitrages.

3) Il n'est apporté aucune solution aux problèmes dont le P.S.U. avait souligné la gravité dans son projet de contre-plan :

— le risque d'un chômage sensible en 1970 subsiste à cause du ralentissement de la croissance ;

— malgré cela, le gouvernement se refuse à accepter une réduction plus importante de la durée du travail ;

— les dotations aux équipements collectifs, et tout particulièrement aux hôpitaux, à l'aménagement urbain et aux constructions scolaires, sont d'une insuffisance dramatique ;

— la politique de financement est plus que jamais une politique de classe : elle consiste à comprimer l'ensemble des revenus des familles de salariés et de paysans pour gonfler les profits d'entreprise ;

— le projet n'est pas assorti de moyens d'exécution.

4) Enfin, ce Plan n'est qu'une caricature, dans la mesure où le gouvernement a laissé sans solution les trois

problèmes majeurs que pose sa politique :

— le déficit de la Sécurité sociale constitue un problème « réservé » ;

— le problème du Marché commun n'est pas non plus abordé. Entre la très grave récession qui créerait le retour de la France à l'isolement et les délégations de pouvoirs inévitablement nécessaires pour contrôler l'économie d'une zone de plus en plus homogène, le gouvernement n'ose pas choisir. Or tout le destin économique du pays est en question.

— enfin et surtout, les objectifs du Plan ne sont même pas compatibles avec la politique conjoncturelle du ministère des Finances. Toujours soucieux de freiner le développement du pays pour tenir les prix et faire rentrer les devises — car le ralentissement de l'activité entraîne celui des importations — le gouvernement aboutit à ce résultat que l'investissement stagne et dans certains cas diminue. A terme, cela compromet les chances françaises sur les marchés extérieurs et entraîne l'affaiblissement progressif du pays. Qu'un gouvernement de droite ne veuille pas d'un plan d'expansion est explicable. Qu'il s'en cache en fabriquant un pseudo-plan qu'il n'exécutera pas, n'est pas admissible.

Devant cette situation qui met gravement en cause l'avenir de la France, il est nécessaire que les forces de gauche préparent leur plate-forme.

Le P.S.U. prend la décision de compléter et développer son projet de contre-plan et de le soumettre à la discussion de l'ensemble des forces de gauche.

Maisons-Alfort

Elections : Des élections au Conseil général et au Conseil municipal auront lieu le 26 septembre pour pourvoir au remplacement du maire, conseiller général, décédé.

Le P.S.U. sera présent à ces consultations électorales.

Propositions adressées par le P.S.U. à toutes les organisations de gauche en vue de :

LA CAMPAGNE PRESIDENTIELLE

POUR le général de Gaulle, l'élection présidentielle n'est rien d'autre qu'une occasion de faire plébisciter un homme qui, une fois élu, demeurera libre de ses choix et de ses décisions.

Pour la gauche, cette bataille doit être l'occasion de faire approuver une politique et de rassembler les forces susceptibles d'en assurer la réalisation.

C'est pourquoi notre Parti s'est efforcé, au cours de ces derniers mois, de proposer une discussion sur le programme. Il a publié des textes, il a avancé des propositions. Ce n'est pas de sa faute si, à treize semaines de l'élection, il n'y a encore ni plate-forme ni candidat. Nous ne nous attarderons pas cependant à de vaines polémiques. Le temps presse. Il faut dégager au plus vite la plate-forme de l'opposition de gauche.

Certains estiment la tâche impossible. « Il existe, disent-ils, trop de divergences dans nos

rangs. Contentons-nous donc de quelques thèmes très généraux hostiles au pouvoir personnel et favorables à la démocratie ». Si nous agissions ainsi, nous rendrions un immense service au général de Gaulle qui aurait alors beau jeu de dénoncer l'impuissance et l'incapacité de ses adversaires.

Nous commettrions une erreur d'autant plus impardonnable qu'il est parfaitement possible de nous mettre rapidement d'accord, sinon sur un programme complet répondant à toutes les questions, du moins sur un certain nombre d'options fondamentales.

Tel est le sens du projet que nous vous soumettons aujourd'hui. Il s'agit d'un programme que la Gauche, dans sa grande majorité, devrait pouvoir accepter. Il a été conçu en fonction de la situation présente et des problèmes les plus brûlants qui se posent à nous. Il n'en

constitue pas pour autant ce qu'on appelle un programme minimum ou encore un catalogue de revendications immédiates.

Une politique ne se définit pas par un ensemble plus ou moins disparate de mesures et de suggestions, mais par des choix portant sur le fond des choses. Nous ne vous proposons pas de faire tous les choix, mais d'en faire un certain nombre parmi les plus importants. Ils concernent l'orientation de la politique économique et sociale, la réforme de l'enseignement, la politique internationale et les institutions.

Si, comme nous l'espérons, vous pensez que cette plate-forme peut devenir, avec des modifications, des amendements et des enrichissements, celle de toute la gauche, un pas essentiel aura été franchi dans la lutte contre le régime, pour la victoire de la démocratie et du socialisme.

I. — Les orientations économiques et sociales

Le régime gaulliste propose aujourd'hui aux Français un plan, très insuffisant, auquel il ne croit pas lui-même, puisqu'il n'envisage pas — quoi qu'il en dise — d'en commencer la réalisation en 1966, et qu'il continue d'appliquer une politique économique de stagnation et de sous-emploi.

La première tâche de la gauche parvenue au pouvoir consistera à se donner les moyens de diriger effectivement la politique économique, et la seconde d'orienter cette politique selon un nouveau plan répondant effectivement aux besoins du pays.

Les moyens de la politique économique

Le régime veut diminuer l'intervention de l'Etat dans l'économie et l'empêcher de gérer effectivement la monnaie et, par conséquent, le crédit, comme c'est pourtant sa responsabilité. Le résultat est qu'il n'est pas possible de financer les investissements sans inflation.

Pour sortir de cette contradiction, il faut faire de l'Etat l'autorité centrale en matière monétaire et bancaire. Cela signifie :

— Nationalisation des banques d'affaires ;

— Réorganisation de l'ensemble de l'appareil public de crédit, de manière à ce qu'il soit utilisé par référence aux objectifs et aux normes du Plan ;

— Organisation par l'Etat de la collecte de l'épargne nationale et de son affectation au financement de l'économie, en même temps que contrôle de l'autofinancement des entreprises en vue d'assurer la réalisation des investissements prévus par le Plan.

Pour que la stabilité des prix résiste au dynamisme d'une économie en développement rapide, d'autres conditions sont nécessaires :

— La municipalisation du sol urbain est le seul moyen de mettre fin à une spéculation scandaleuse en même temps qu'inflationniste.

— La réorganisation rapide d'un certain nombre de secteurs de l'économie nationale est nécessaire pour en abaisser les coûts :

— Un service national du logement imposera aux entreprises du bâtiment concentration et modernisation.

— La réforme de la Sécurité sociale doit s'accompagner de celle de la profession médicale ;

— La distribution est en France pléthorique et coûteuse. Coopératives et chaînes à marges faibles doivent être encouragées par la législation fiscale et le crédit.

— Le service bancaire est deux fois plus coûteux en France qu'ailleurs. La nationalisation et la réorganisation y mettront bon ordre.

— Une réforme fondamentale de la fiscalité devra permettre de tarer aussi solidement les revenus non salariaux que les autres. Un allègement des impôts sur la consommation devra soulager les petits revenus.

— Enfin, l'établissement d'un système de cogestion dans les entreprises étatiques et para-étatiques et l'extension des pouvoirs de contrôle donnés aux comités d'entreprise dans l'industrie privée doivent permettre à la fois d'empêcher le sabotage du plan et de lui enlever son caractère de contrainte bureaucratique.

Au prix de ces moyens minimaux, une politique économique définie par un plan démocratiquement élaboré devient possible.

Les objectifs du Plan

La réduction des crédits militaires de toutes natures s'impose, mais elle ne suffit pas. L'accélération du rythme de développement du pays, permise par l'augmentation de la population, est l'objectif premier. Elle permettra :

— de mettre fin à la crise du logement en en construisant à moins cher 500.000 par an en majorité locatifs ;

— de donner au pays les équipements scolaires, universitaires, culturels, sportifs, sanitaires, sociaux et urbains dont il a besoin ;

— d'assurer une répartition plus juste des revenus en encourageant une croissance des petits salaires, des revenus agricoles et des prestations sociales plus rapide que la moyenne des rémunérations ;

— de porter remède au déséquilibre croissant qui s'établit entre les différentes régions de France en créant partout où cela est nécessaire des entreprises à capitaux publics, notamment filiales des sociétés nationales, et en donnant aux départements et régions le droit de prendre les mêmes initiatives ;

— dans la mesure où les moyens de contrôle définis ci-dessus sont appliqués, l'équilibre particulier du budget de

l'Etat n'a pas de nécessité. Les prestations de la Sécurité sociale seront augmentées même en cas de déficit de celle-ci ;

— simultanément, il conviendrait de satisfaire, dans le cadre du Plan, à la juste revendication de réduction graduelle de la durée hebdomadaire du travail sans diminution des salaires (comme dans d'autres pays du Marché commun) ;

— enfin, un objectif prioritaire du Plan est d'adapter la France au Marché commun. C'est en premier lieu la garantie d'avenir des travailleurs de la terre qu'il faut aider à se grouper en dehors des formes capitalistes, et à normaliser leurs productions pour mieux en contrôler la distribution et exporter. C'est aussi la condition de l'avenir de la France elle-même, trop petite pour vivre désormais dans l'isolement.

2. — La politique internationale

La situation internationale telle qu'elle se présente à l'ouverture de cette campagne électorale est dominée par deux grands événements : la guerre du Vietnam et la crise des relations européennes.

Ni dans un cas ni dans l'autre, l'opposition de gauche ne doit se laisser paralyser par les déclarations et les attitudes gouvernemen-

tales. Il serait absurde, sous le prétexte que l'intervention de plus en plus massive des Etats-Unis dans le Sud-Est asiatique a fait l'objet des critiques du général de Gaulle, de garder le silence à son propos. Le candidat de la gauche doit laisser à un Tixier-Vignancour le soin d'assurer la défense inconditionnelle des intérêts américains. Il lui faut dire clairement que cette intervention

LE PROJET DE

Pour un nouveau plan économique et social

1. Etablissement d'un nouveau plan se fixant notamment pour objectifs de donner au pays les équipements scolaires, culturels, sanitaires et urbains dont il a besoin, d'assurer une croissance des petits salaires, des revenus agricoles et des prestations sociales plus rapide que celle de la moyenne des rémunérations, de construire 500.000 logements par an en majorité locatifs, de préparer la réduction graduelle de la durée du travail.
2. Nationalisation des banques d'affaires.
3. Réorganisation de l'ensemble de l'appareil public de crédit.
4. Contrôle de l'autofinancement.
5. Municipalisation du sol urbain.
6. Création d'un service national de l'habitat.
7. Réforme fondamentale de la fiscalité.
8. Instauration d'un système de co-gestion dans les entreprises étatiques et para-étatiques, et extension des pouvoirs de contrôle donnés aux comités d'entreprise de l'industrie privée.

Pour l'indépendance européenne

9. Condamnation de la politique d'intervention américaine dans le Sud-Est asiatique, initiatives en faveur d'une solution négociée permettant d'assurer l'indépendance du Vietnam.
10. Abandon de la force de frappe nationale, initiatives en vue de relancer la négociation sur le désarmement et de faire notamment de l'Europe une zone de désengagement nucléaire.
11. Reprise de la négociation sur l'application du Marché commun agricole.
12. Propositions en vue d'assurer une limitation et un contrôle des investissements américains en Europe.
13. Etablissement d'un plan général de développement européen.
14. Contrôle démocratique des organismes existants, et notamment extension de la représentation syndicale.
15. Ouverture de négociations en vue d'étudier les possibilités d'un élargissement du Marché commun et la création d'une grande Europe.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

de Washington est contraire aux intérêts du peuple vietnamien comme à ceux de la paix.

Loin de servir le régime, une telle prise de position donnera à notre candidat la possibilité de dénoncer plus efficacement l'étroitesse nationaliste de la politique militaire et internationale du gaullisme, politique qui est caractérisée à la fois par la création de la force de frappe atomique et par l'absence de positions constructives concernant l'Europe.

Personne ne peut nier aujourd'hui que les données de la situation européenne ont profondément changé depuis le jour où ont été créés le pool charbon-acier, puis la Communauté des Six. Le développement d'un grand nombre de distorsions et de contradictions à l'intérieur des pays du Marché commun rend de plus en plus nécessaire un effort de planification à l'échelle du continent. Mais cet effort est lui-même inconcevable sans une lutte active contre les grands intérêts privés et les forces réactionnaires qui dominent l'Europe d'aujourd'hui et aussi, bien entendu, sans une réaction énergique contre la prise de contrôle par les capitaux américains de secteurs-clés de l'économie européenne.

La faiblesse du général de Gaulle vient de ce que, tout en dénonçant

les menaces qui pèsent sur l'avenir européen, il demeure prisonnier des forces sociales qui les font naître. Le moins qu'on puisse dire de la politique économique menée sous l'égide des Pinay, des Baumgartner, puis des Giscard d'Estaing, est qu'elle ne conduit pas à un renforcement de la planification, et il faut bien constater, d'autre part, que c'est sous le règne de de Gaulle que s'est produite la grande poussée des capitaux américains en France.

Au point où nous en sommes arrivés, ce n'est pas vers la rupture des relations avec les pays du Marché commun qu'il faut se diriger, c'est vers la conclusion rapide des négociations engagées dans le domaine agricole et vers la formulation de propositions tendant à la fois à renverser l'évolution actuelle et à en élargir le cadre.

Cet élargissement est d'autant plus nécessaire que des changements incontestables ont commencé à intervenir dans les pays de l'Est européen et que l'Angleterre va se trouver, tôt ou tard, devant la nécessité d'effectuer une révision générale de sa politique traditionnelle.

Ni les projets de planification, ni les tentatives d'élargissement de l'Europe ne sont sans doute des

objectifs réalisables à court terme. Mais ils indiquent les directions dans lesquelles il est possible de s'engager dès maintenant. Le candidat de l'opposition de gauche de

vra souligner très clairement ces options qui sont liées elles-mêmes à la perspective d'une Europe indépendante, démocratique et socialiste.

3. — L'enseignement

La nécessité et l'importance d'une profonde réforme de l'enseignement ne sont plus niées par personne. La gauche doit en faire un des thèmes majeurs de sa campagne.

La crise actuelle a pour cause essentielle l'insuffisance des moyens mis en œuvre et leur inadaptation aux besoins. Il faut mettre à la disposition du ministère de l'Éducation nationale des sommes beaucoup plus considérables que celles dont il dispose actuellement. Mais cela ne suffit pas. Chacun sait, en effet, que les structures actuelles de notre enseignement sont le résultat de réformes partielles et successives. A aucun moment, pas plus sous la V^e République que sous les régimes précédents, une remise en ordre méthodique n'a été entreprise pour répondre à la fois aux exigences imposées par la démographie et à la nécessité d'une véritable démocratisation.

L'Université traditionnelle mettait l'accent sur la formation personnelle. Les « réformateurs » gaullistes entendent avant tout subordonner l'école aux impératifs de la vie économique. Pour la gauche, c'est l'éducation du citoyen, de l'homme social qui est primordiale. Les structures, le contenu, les méthodes de l'enseignement doivent tendre non seulement à préparer chacun à la vie professionnelle, à lui donner les meilleures chances d'accéder au plus haut degré de développement dont il est capable, mais aussi à en faire un citoyen actif et responsable.

L'école doit devenir une véritable école de la démocratie par son intégration dans la vie de la nation, par sa fonction de promotion sociale et par son rôle d'éducation permanente au service de tous.

Parmi les objectifs que notre candidat aura à mettre en avant, cinq ont une particulière importance :

1 Il faut parvenir à créer un type unique d'établissements destinés à recevoir tous les enfants sortant du premier degré. Ce qui suppose la disparition des classes de fin d'études, la suppression des C.E.G. et, parallèlement, celle du premier cycle des lycées actuels. Les enfants étudieront dans ces établissements uniques entre onze et quinze ou seize ans. Ce n'est qu'à partir de quinze ou seize ans qu'ils seront dirigés soit vers les lycées ouvrant l'accès aux diverses formes de l'enseignement supérieur, soit vers les collèges d'enseignement technique aboutissant à l'exercice d'une profession.

2 La prolongation de la scolarité jusqu'à seize puis jusqu'à dix-huit ans doit figurer parmi les objectifs prioritaires des prochains plans quinquennaux.

3 L'orientation universitaire doit être organisée de manière rationnelle et les étudiants doivent bénéficier d'une allocation d'études sur critères universitaires.

4 Un rôle de plus en plus important doit être donné, dès l'école primaire, à l'enseignement des sciences sociales (et notamment de l'économie politique), susceptibles de préparer le futur citoyen aux problèmes de la gestion de la société.

5 Il faut enfin tendre à créer un office national de l'enseignement contrôlant l'ensemble des activités éducatrices et fonctionnant sur la base du principe de la laïcité. Celle-ci doit être définie d'une manière positive (et non pas sous la forme d'une série d'abstentions). L'esprit critique, la libre confrontation, le respect de l'opinion d'autrui doivent imprégner les habitudes scolaires depuis l'école primaire jusqu'à la Faculté.

4. — Les institutions

La planification démocratique, la réalisation des grandes réformes de structure que nous préconisons nécessitent le concours actif de tous les citoyens à cette entreprise de véritable rénovation économique, sociale et culturelle de la nation.

Elle est radicalement incompatible avec le maintien des institutions de la V^e République qui reposent sur le pouvoir absolu d'un homme. La politique étrangère, économique, sociale, le régime des libertés sont soumis à l'arbitrage du chef de l'Etat, puisqu'il n'existe aucun contre-poids effectif à son pouvoir. Il est illusoire d'imaginer qu'il suffirait de quelques retouches apportées au système actuel pour le rendre démocratique. Notre opposition aux institutions de la V^e République est fondamentale. Le gaullisme sans de Gaulle serait aussi dangereux, sinon plus dangereux encore, que le gaullisme avec de Gaulle.

Mais tout autant qu'au maintien du régime actuel, même amendé, nous sommes hostiles à un retour

aux errements du passé, à l'instabilité permanente, à la toute-puissance des groupes de pression économiques, aux majorités de rechange, aux changements d'orientation d'une assemblée intervenant en cours de législature, au mépris de la volonté du suffrage universel. Nous ne voulons pas revoir le spectacle lamentable des assemblées législatives débutant sous les auspices d'une victoire électorale de la gauche et se terminant par le retour triomphal de la droite, comme ce fut le cas pour celles de 1924, 1936, 1956.

A la monarchie élective de de Gaulle doit succéder une démocratie nouvelle, efficace, cohérente, permettant à la volonté populaire de se dégager clairement et de traduire rapidement ses aspirations en réalités. La démocratie doit régir non seulement la vie politique nationale, mais aussi la vie régionale et locale ainsi que la vie économique et sociale.



PLATE - FORME

Pour la réforme de l'enseignement

16. Type unique d'établissements pour tous les enfants entre 11 et 15 ans.
17. Prolongation de la scolarité jusqu'à 16 puis 18 ans.
18. Allocation d'études sur critères universitaires, et association des étudiants à la gestion des services universitaires et à l'organisation des études.
19. Développement de l'enseignement des sciences sociales.
20. Regroupement des écoles et organisation de « ramassage » gratuit.
21. Disparition des classes pléthoriques.
22. Elévation du niveau de qualification des maîtres et des professeurs.
23. Office national de l'enseignement créé sur la base de la laïcité.

Pour la démocratie

24. Gouvernement de législature : un gouvernement, un plan, une législature ; en cas de rupture de sa majorité parlementaire, recours à l'arbitrage du suffrage universel par la dissolution.
25. Suppression du Sénat et son remplacement par une chambre des producteurs où chaque catégorie socio-professionnelle serait représentée proportionnellement à son effectif dans la nation.
26. Référendum décidé par l'Assemblée nationale soit d'office, soit à la requête du gouvernement, soit à la demande de pétitionnaires représentant un fort pourcentage des électeurs inscrits.
27. Démocratisation de la vie régionale par la création d'assemblées régionales, association des organisations syndicales et populaires à la vie locale et garantie de l'autonomie communale.
28. Réforme de la justice afin de la rendre plus simple et moins coûteuse, et d'associer au maximum les citoyens à son fonctionnement. Suppression des officiers ministériels.
29. Conseil de la magistrature composé pour moitié des représentants de l'Assemblée nationale élus à la proportionnelle, pour moitié des membres professionnels ou non de diverses juridictions.
30. Garantie de l'indépendance de la radio-télévision à l'égard de l'Etat et de la presse écrite, à l'égard des puissances d'argent.

Démocratie et stabilité sont parfaitement compatibles dès lors que le recours à l'arbitrage du suffrage universel est organisé en cas d'éclatement de la majorité issue des élections. *C'est pourquoi nous préconisons le gouvernement de législature.*

Il suppose, lors de chaque consultation nationale, la formation de coalition de partis liés par un contrat pour la mise en œuvre d'un programme dont les grandes options du Plan, avec toutes leurs implications nationales et internationales, constituent l'élément essentiel. La majorité issue des élections investit un gouvernement à son image. L'un et l'autre coopèrent à l'application du programme de cette majorité, le gouvernement ayant les missions de direction et de réalisation, l'Assemblée celle de légiférer souverainement et de contrôler l'action du gouvernement.

Le gouvernement est responsable devant l'Assemblée, mais, en cas de désaccord entre la majorité et le gouvernement qui en est issu, intervient le recours à l'arbitrage du suffrage universel.

Le renversement du gouvernement à la suite d'un éclatement de la majorité issue des élections entraîne la dissolution de l'Assemblée et de nouvelles élections.

Dans le cadre de ce système, la fonction du Président de la République est surtout symbolique, puisqu'il ne désigne pas à sa guise le chef du gouvernement, mais doit choisir pour cette fonction le chef de la majorité. Nous estimons donc que l'homme chargé de veiller à la stricte application de la Constitution, de présider un certain nombre de conseils et de représenter l'Etat dans les solennités nationales doit être élu par le Parlement. Si, toutefois, la majorité du pays se prononçait nettement pour le maintien du Président de la République élu au suffrage universel, celui-ci ne devrait pas jouir des pouvoirs exorbitants qui lui sont attribués dans le régime actuel, mais devenir le véritable chef du gouvernement, responsable devant le Parlement, dont le mandat prend fin en cas de vote hostile de l'Assemblée nationale. Les nouvelles élections législatives et l'élection présidentielle seraient alors simultanées.

Le Sénat représentant essentiellement les notables ruraux, s'avérerait une force réactionnaire sous la III^e République et un organisme inutile parce que dépourvu de pouvoirs effectifs sous la IV^e et la V^e République. Son maintien ne nous paraît pas nécessaire. Par contre, la planification démocratique implique l'existence, pour la préparation du Plan et pour le contrôle de son exécution, d'une Assemblée économique composée d'hommes qualifiés par leur compétence particulière dans le domaine économique et social, c'est-à-dire principalement de syndicalistes, assurant une représentation authentique des producteurs à l'image de la structure sociale de la nation.

Pour que cette assemblée économique soit démocratique, il faut qu'elle ne soit plus désignée sur la base de la parité entre employeurs et salariés, comme ce fut plus ou moins le cas du Conseil économique de la V^e République, mais sur la base d'une représentation des catégories sociales proportionnelle à leur effectif dans la nation, ce qui donne la prédominance à la classe salariale. Pour éviter tout risque de corporatisme, il importe que la désignation des membres de cette véritable chambre de producteurs s'effectue sur la base non des professions, mais de grandes catégories socio-professionnelles : ouvriers et cadres d'usines, employés de l'industrie, du commerce, de la banque, fonctionnaires, ouvriers agricoles, exploitants agricoles, travailleurs indépendants, employeurs. Cette assemblée aura compétence pour l'élaboration du Plan et le contrôle de son exécution, ainsi que pour délibérer de toutes questions économiques et sociales. En cas de désaccord entre l'Assemblée politique et l'Assemblée économique, une procédure de conciliation sera mise en œuvre, mais le dernier mot restera toujours à l'Assemblée politique.

Le référendum à la latitude du chef de l'Etat où celui-ci décide pratiquement de l'organisation de la consultation populaire et rédige seul la question posée aux électeurs équivaut à un plébiscite où le suffrage universel ne peut se prononcer clairement sur un problème important, mais en est réduit à manifester sa confiance ou sa défiance à la personne du « guide ».

Nous réprouvons formellement cette forme bonapartiste de gouvernement, mais n'écartons pas l'organisation de consultation populaire sur des problèmes précis où celle-ci permettrait de trancher une difficulté survenant entre le gouvernement et le Parlement sur un problème n'ayant pas un caractère suffisamment déterminant pour provoquer de nouvelles élections.

Dans certains cas, le recours à l'arbitrage direct du suffrage universel peut paraître préférable à l'ouverture d'une crise, mais c'est alors à l'Assemblée nationale qu'il appartient, de décider de l'organisation de la consultation : c'est elle qui adopte le texte de la question posée ou de l'option proposée aux électeurs.

De même l'initiative populaire en vue de provoquer une consultation nationale doit être prévue et organisée. Depuis la libération, la pétition est devenue un mode constant d'action politique ; dépourvue de sanction, elle demeure trop souvent sans portée pratique. Il en serait différemment si une demande de référendum, appuyée par un très fort pourcentage d'électeurs inscrits, dont les signatures auraient été vérifiées et comptabilisées, obligeait l'Assemblée à organiser la consultation populaire.

Il est essentiel de réanimer la vie locale et régionale. Les collectivités locales doivent jouir d'une large autonomie administrative. Cela suppose non seulement la limitation de la tutelle administrative, mais aussi la dotation aux communes de ressources propres ne dépendant pas de l'arbitraire gouvernemental. Le développement de la démocratie implique l'association à la vie municipale des nouveaux corps intermédiaires qui sont les unions locales, les groupements culturels, les associations de parents d'élèves, les associations de locataires et de copropriétaires, les groupements d'usagers des services publics. Les nécessités du développement économique ont redonné vie aux régions mais leur organisme dirigeant demeure, soit entre les mains du gouvernement, comme c'est le cas du district de Paris, soit sous l'influence des milieux industriels et commerciaux. La démocratisation de la vie régionale comporte la création d'assemblées régionales élues.

Une justice équitable est un élément fondamental de l'équilibre d'une nation démocratique. Le gouvernement y représente la majorité de la nation, mais le citoyen minoritaire a besoin d'être protégé contre les abus éventuels du Pouvoir ; l'appareil judiciaire, en même temps qu'il a pour tâche d'assurer une juste répression des crimes et délits, doit être le gardien des libertés des citoyens.

Il faut réformer la justice pour la rendre plus simple, plus accessible aux justiciables, moins formaliste, moins coûteuse, notamment en supprimant la patrimonialité des charges d'officiers ministériels héritées de l'ancien régime et en remplaçant leurs titulaires par des fonctionnaires. Il faut associer le plus possible les citoyens au fonctionnement de la justice, étendant à tous ces degrés de juridiction la coopération entre magistrats professionnels et

assesseurs non professionnels. Pour soustraire la justice à l'emprise gouvernementale, il y a lieu de faire désigner le conseil supérieur de la magistrature pour moitié par l'Assemblée nationale élisant ses représentants à la proportionnelle, pour moitié par l'ensemble des membres professionnels ou non des juridictions en vigueur à la date de son élection.

Le droit à une information objective est un droit essentiel pour chaque individu. La radio-télévision doit cesser d'être un instrument de propagande pour le chef de l'Etat, du gouvernement ou du parti au pouvoir. Elle doit recevoir un statut garantissant son indépendance ; un conseil supérieur non révocable pendant la durée de son mandat et représentant toutes les tendances de l'opinion doit assurer le contrôle de l'impartialité des informations et veiller à la qualité des émissions.

Pour l'information

Nous signalons à tous nos lecteurs que l'administration de *Tribune socialiste* est en mesure d'adresser, dès maintenant, le texte complet de la plate-forme présidentielle, pour le prix de 0,40 franc l'exemplaire.

Pour la propagande

Des affiches concernant la campagne pour la candidature unique de la gauche (prix 0,15 F l'exemplaire) ainsi que des tracts de l'*Appel aux travailleurs* (prix 1 F le cent) sont encore disponibles pour appuyer le travail local des sections.

Il est indispensable que ce matériel, édité par le Parti, soit utilisé au maximum par tous les militants ; c'est une des conditions pour que soit assurée la promotion de nos idées.

Les commandes sont à adresser à : « Tribune socialiste », administration, 54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e). C.C.P. Paris 5826-65.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20
● Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-60

● Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F

Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 62-61, rue La Fayette Paris (9^e)

Souscription pour les élections présidentielles

Déjà plus de cinq mille F !

Depuis des mois, le Parti Socialiste Unifié s'est prononcé pour une candidature unique de la gauche aux élections présidentielles. Il a soutenu toutes les initiatives locales ou nationales allant dans ce sens. Son IV^e Congrès national en juin 1965 a encore affirmé que seul un candidat qui serait celui de la solution de gauche pourrait rassembler sur son nom les suffrages des forces populaires et vaincre le candidat du régime gaulliste.

Au cours des prochaines semaines :

- la bataille va s'intensifier,
- le candidat officiel disposera de moyens sans limites,

AIDEZ LE P.S.U. A FAIRE PREVALOIR LES SOLUTIONS QU'IL PROPOSE.

Versez à Mlle Louise Lemee, C.C.P. Paris 464-125.

Bulletin d'abonnement TRIBUNE SOCIALISTE

NOM

Adresse

.....

.....

Désire s'abonner

Pour une durée de (Rayer les mentions inutiles.)

Soutien : à partir de 70 F
1 an 35 F
6 mois 18 F

Signature :

54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e C.C.P. PARIS 5826-65

Pour la victoire de l'opposition de gauche

LE 19 septembre, les électrices et les électeurs du quartier Picpus-Bel-Air exerceront un droit dont l'usage est devenu exceptionnel en ce pays : ils donneront leur avis.

Le ministre de la police Frey, candidat pour le compte de M. Jean-Claude Servan-Schreiber, a déjà donné le sien : il est content.

Avec une belle audace, il revendique pour le gouvernement Pompidou-Giscard d'Estaing tout le mérite d'une augmentation de la production qui est un phénomène général dans tous les pays industriellement avancés.

Ce qu'il ne dit pas c'est que, depuis deux ans, l'augmentation de la production industrielle est plus faible en France que dans les autres pays d'Europe occidentale et que le plan de « stabilisation » a accentué l'inégalité des revenus, c'est-à-dire l'injustice sociale.

Mais d'autres le disent, qui sont plutôt ses amis que les nôtres...

L'hebdomadaire « Finance » écrivait le 8 avril dernier : « En 1964... la hausse du pouvoir d'achat, qui tient compte de la hausse des prix de détail, a été de 4,1 p. 100 en France, contre 5,1 p. 100 en Belgique, 7,2 p. 100 en Allemagne, 8,6 p. 100 en Italie, 12,6 p. 100 aux Pays-Bas... »

De tous les pays du Marché commun, c'est donc en France que ceux qui produisent — ouvriers, employés, techniciens, fonctionnaires, paysans — qui sont en même temps la grande masse des consommateurs, bénéficient le moins de l'augmentation de la richesse nationale.

Parangon de vertu civique, Frey s'en prend aux « démagogues ».

Mais la démagogie c'est justement de prétendre assurer à tous les Français les bénéfices des prodigieux progrès de la technique et de la production modernes sans toucher aux privilèges de quelques-uns.

Démagogie, les promesses de la politique de logement tant que le sol à bâtir et la construction sont l'objet de scandaleux trafics. Le logement, droit élémentaire de l'homme, doit devenir à notre époque un service public. Mais la création d'un « Service national du Logement » et la municipalisation du sol à bâtir — mesures proposées par notre parti et refusées par le pouvoir gaulliste — détruiraient une source de profits inouïs pour les sociétés immobilières et tous les parasites qui spéculent sur la détresse d'autrui. Le gouvernement « social » dont fait partie M. Frey préfère la politique facile de hausse des loyers et de construction des logements de haut standing.

Démagogie, les menaces ministérielles contre les hausses illicites tant que le commerce de gros des denrées alimentaires est la chasse gardée d'une poignée de mandataires et de chevillards. Nous pensons qu'il faut confier à un organisme public, contrôlé par les syndicats ouvriers et les élus, la gestion des opérations de gros de distribution des denrées de première nécessité qui transitent par les Halles centrales et la Villette.

Démagogie, les refrains sur la justice sociale quand le gouvernement lui-même organise l'injustice fiscale : le rapporteur du budget au Sénat, Pellenc, constatant qu'en un an la fraction de l'impôt payée par les salariés est passée de 63,6 p. 100

à 65,9 p. 100, remarque : « Bien que les salariés ne représentent que 51,2 p. 100 du revenu national, les salariés payent 65,9 p. 100 de l'impôt. Ainsi, non seulement les salariés payent plus que leur part, mais encore ils se voient de plus en plus imposés. »

Dans le même temps, les taxes frappant les investissements ont été diminuées : ce sont les salariés qui paieront l'augmentation des revenus des sociétés !

Ce régime est celui des privilégiés.

EN proposant des réformes de structure qui mettent fin à des privilèges d'un autre âge, le Parti Socialiste Unifié ne promet pas de miracles, il parle le langage du réalisme.

Notre attitude est la même en ce qui concerne la politique extérieure : nous ne reprocherons pas à de Gaulle de porter sur la politique des dirigeants américains des jugements qui sont les nôtres depuis longtemps, mais il importe moins, à notre avis, de prétendre jouer à l'arbitre des destinées mondiales et de faire la leçon aux autres que d'apporter une contribution concrète à la paix : un gouvernement démocratique devrait organiser avec l'ensemble des pays européens le désengagement à l'égard des blocs ; désengagement qui doit être, bien entendu, simultané à l'Est et à l'Ouest ; il devrait signer l'accord sur l'arrêt des expériences atomiques dans l'atmosphère que, seule avec la Chine, la France n'a pas approuvé.

La France pourrait ainsi se libérer d'une politique extérieure et militaire de soi-disant prestige, de surcroît hors de proportion avec les possibilités de son économie et dont l'effet immédiat le moins contestable est de la laisser désarmée devant l'invasion des capitaux américains, c'est-à-dire de sacrifier les bases mêmes de son indépendance. Des crédits considérables actuellement engloutis dans la force de frappe pourraient être transférés vers les secteurs essentiels à la vie d'une nation moderne :

- Construction ;
- Enseignement et recherche ;
- Equipement hospitalier ;
- Equipement routier.

AU moment où va s'engager la grande bataille politique des élections présidentielles, notre parti saisit l'occasion de l'élection législative partielle du XII^e arrondissement pour définir ce que pourrait être la politique d'un gouvernement appuyé sur l'ensemble des forces populaires, des organisations politiques et syndicales de travailleurs.

Nous proposons un programme de première urgence, les six options de la plate-forme de l'opposition de gauche :

1. Deux priorités budgétaires absolues : logement, éducation.
2. Municipalisation du sol à bâtir et création d'un « Service national de l'Habitat ».
3. Réforme démocratique de la fiscalité et suppression de la détaxation des dividendes des sociétés.
4. Contrôle des investissements à tous les niveaux, y compris à celui des sociétés.
5. Gouvernement désigné par l'Assemblée pour la même durée

qu'elle ; assemblées régionales élues ; élargissement des pouvoirs des Comités d'entreprise.

6. Politique européenne de désengagement à l'égard des deux blocs ; organisation et planification démocratique du Marché commun.

A la démagogie du pouvoir nous opposons une politique. Et nous en définissons les moyens : nous répétons en cette circonstance ce que nous n'avons cessé de dire, ce qui constitue une ligne constante et inflexible et qui vaut aujourd'hui à notre parti une audience grandissante ; aucune politique de rechange n'est possible tant que la gauche se discrédite par son esprit de secte et s'épuise en ses divisions.

Notre attitude dans la présente campagne est conforme aux exigences d'une telle politique : pour une élection dont l'importance, à moins de trois mois de l'élection présidentielle, dépasse évidemment les limites d'un quartier de Paris, la Fédération de Paris et la XII^e section du P.S.U. ont proposé que, dès le premier tour, l'opposition démocratique et socialiste fasse bloc sur un candidat unique : le 16 août dernier, elles écrivaient aux sections communistes et S.F.I.O. : « Personne ne comprendrait que « l'accord » qui a été possible « au moment des élections municipales » ne le soit pas aujourd'hui, alors que l'enjeu est beaucoup plus important. »

Le Parti communiste a répondu en présentant, sans aucune discussion préalable, la candidature d'A. Wurmser et la S.F.I.O. n'a pas répondu.

DANS ces conditions, le candidat du P.S.U. est le candidat de l'opposition de gauche.

Les sympathies et les concours dont nous bénéficions dès maintenant montrent que notre objectif en cette campagne est parfaitement compris : l'élection parisienne du 19 septembre doit traduire la volonté générale des travailleurs, des républicains de ce pays : que toute l'opposition démocratique et socialiste se mette enfin d'accord sur un candidat unique et sur un programme commun pour l'élection présidentielle, que cessent des attermolements et des manœuvres qui ne profitent qu'au pouvoir.

La confiance marquée au Parti Socialiste Unifié par les électrices et les électeurs du XII^e arrondissement de Paris sera un encouragement pour tous ceux, dans toute la France, qui espèrent en l'unité de la gauche, un camouflet pour ceux qui cherchent à l'empêcher.

Dans les conditions où se présente l'élection du 19 septembre, ce sera en même temps le plus sûr moyen de mettre en échec le candidat du gouvernement, l'U.N.R. Jean-Claude Servan-Schreiber patronné par le ministre de la police Frey.

En appelant à voter le 19 septembre pour le Parti Socialiste Unifié, nous demandons de voter :

Contre la politique du gouvernement gaulliste et son ministre Frey.

Pour la plate-forme de l'opposition démocratique et socialiste.

Pour l'unité de la gauche et d'abord pour une candidature unique de la gauche à l'élection présidentielle.

J. Poperen,
Candidat du P.S.U.